



**Eric  
Laurent**

**BUSH  
L'IRAN  
ET LA  
BOMBE**

Enquête  
sur une guerre  
programmée



PLON



Pour abattre le régime des mollahs, l'administration Bush décide non pas de dîner avec le diable, mais de s'inviter à sa table, en s'alliant à un groupe inscrit depuis 1997 par le Département d'État sur la liste des organisations terroristes. Ses positions réelles et son idéologie profonde sont aussi profondément hostiles aux États-Unis et à l'Occident que celles de la République islamique, mais ses dirigeants, manipulateurs cyniques, animés d'une logique de survie, passent des alliances avec les pires ennemis du régime islamique pour prolonger leur existence. Michael Rubin qualifie le MEK (Moudjahidin du peuple) de « monstres de la gauche<sup>1</sup> », une étiquette qui caractérise parfaitement cette quasi-secte qui mêle depuis sa création terrorisme, autocratie, islamisme et marxisme.

Né sur les décombres du mouvement réformiste prôné dans les années 1960 par le leader du Bazar, Mehdi Bazargan, le MEK est créé par un groupe d'étudiants, dont Massoud Radjavi, qui prétendent que Dieu a non seulement créé le monde mais qu'il prône une évolution historique qui aboutira à une société sans classes, supplantant les inégalités capitalistes. Leur théorie est un étrange « syncrétisme » où marxisme et islam coexistent

---

1. Michael Rubin, *Monsters of the Left Mujahidin al-Khalq*, The Progressive Conservative, USA, volume 8, issue 12, 13 janvier 2006.

dans le même rejet du clergé conservateur. Pour eux, les oulémas chiites, comme les sunnites, ont échoué à comprendre la véritable essence du Coran et son dynamisme. Massoud Radjavi, qui s'affirme rapidement comme le seul leader, réinterprète la religion pour justifier le terrorisme. Pour lui, la mort au combat ou lors d'un attentat se rattache à la tradition chiite de la glorification du martyr. Un principe repris depuis par tous les groupes terroristes actuels, notamment le Hezbollah et le Hamas, pour justifier les attentats suicide.

### *Un dictateur qui n'a jamais été au pouvoir*

Le MEK, engagé dans une lutte sans merci contre le régime du Shah, multiplie les assassinats et les attentats contre les intérêts américains en Iran.

En 1979, le mouvement est un des artisans de la prise en otage des diplomates américains en poste à Téhéran. Au même moment, il soutient l'invasion soviétique de l'Afghanistan et s'oppose à la résistance des moudjahidin afghans. Réorganisé par Radjavi, le MEK fonctionne désormais comme un parti communiste, d'inspiration trotskiste, avec son comité central et son bureau politique, des organisations de propagande et de jeunesse qui gravitent autour pour recruter de nouveaux membres.

Moustache à la Staline, Radjavi n'impose pas le centralisme démocratique mais une autorité et une hiérarchie aussi rigoureuses qui font de lui l'unique détenteur du pouvoir.

Pour le chef des moudjahidin, l'arrivée au pouvoir de Khomeiny marque le triomphe du clergé ultraconservateur auquel il s'est toujours opposé. Pour le guide de la Révolution, le mélange de marxisme et d'islam du MEK constitue une hérésie intolérable. À la tête d'une délégation



tion, Radjavi est reçu dans la ville sainte de Qom par l'ayatollah Khomeiny qui écarte sèchement ses offres de services et lui administre d'un ton glacial une leçon sur ce qu'est le véritable islam.

La rupture est dès lors consommée. Les moudjahidin sont qualifiés par les proches de Khomeiny d'« hypocrites » et d'« incroyants », une escalade verbale qui se double d'un affrontement marqué par une violence inouïe, oubliée aujourd'hui. Ses sympathisants, taxés d'« ennemis de Dieu », sont exécutés en grand nombre. Le directeur de la prison Ervin, le plus grand établissement pénitentiaire de Téhéran, se vante des innombrables exécutions sommaires d'adolescents. Aux morts qui se comptent par milliers, répondent les assassinats et les attentats que le MEK revendique : 10 000 victimes entre 1981 et 1982.

Le 29 juillet 1981, Radjavi, accompagné de l'ex-président de la République Bani Sadr, fuit l'Iran à bord d'un appareil de l'armée de l'air qui se pose sur la base militaire d'Évreux. Radjavi trouve refuge à Auvers-sur-Oise où réside son frère médecin, à quelques centaines de mètres de l'auberge Ravoux où mourut Vincent Van Gogh. Il y installe son quartier général et le transforme en un camp retranché qui existe encore aujourd'hui.

Pour continuer d'exister, ce dictateur qui n'a jamais été au pouvoir et règne sur un groupe affaibli offre ses services au pire ennemi de son pays : Saddam Hussein. Les moudjahidin deviennent les supplétifs de l'armée irakienne dans la guerre sanglante en cours contre Téhéran. Toutes les tendances de l'opinion iranienne se rejoignent sur un point : la haine et le mépris envers les Moudjahidin du peuple, qualifiés de « traîtres » et de « terroristes ».



*« Les tuer avec des tanks »*

En 1991, au lendemain de la défaite de Saddam Hussein, l'avenir de l'Irak est l'objet d'âpres discussions au sein du petit groupe de conseillers réunis autour de Bush père. Robert Gates, déjà lui, prépare plusieurs scénarios. L'un d'eux envisage la création d'un mini-État dans le sud de l'Irak à dominante chiite. Gates souhaite y créer une armée sur le modèle du Sud-Liban, où Israël conserve un glacis et finance une milice. Washington multiplie les appels au soulèvement des chiites et des Kurdes. Un calcul qui repose sur deux certitudes : Saddam Hussein, dont les jours sont comptés, confronté à une défaite militaire aussi humiliante, ne sera pas en mesure de répliquer à un soulèvement.

Un message de soutien, suffisamment ambigu pour pouvoir être démenti à la première occasion, est envoyé aux leaders kurdes iraniens. Au même moment, des experts militaires américains franchissent la frontière turque et gagnent le Kurdistan.

Bush et son entourage sont stupéfaits lorsque Saddam Hussein réprime avec une extrême violence la rébellion chiite, puis celle des Kurdes. « Ils n'avaient plus de scénario, me confia un collaborateur, à l'époque, de Dick Cheney au Pentagone. Je me rappelle que nous demandions aux services de renseignements : mais quelles sont ces unités de la garde républicaine qui répriment l'insurrection ? Ils étaient incapables de nous répondre. » Et pour cause : les soldats revêtus des uniformes de cette unité d'élite choyée par Saddam, qui assassinent des milliers de civils kurdes et d'opposants chiites réfugiés dans les marais au sud de Bassora, sont des Moudjahidin du peuple. Selon le fils du dirigeant kurde Jalal Talabani, aujourd'hui président de l'Irak, « jusqu'à la chute du



régime, il [le MEK] faisait partie intégrante du pouvoir militaire irakien, lourdement impliqué dans l'anéantissement du pouvoir kurde en 1991<sup>1</sup> ».

Le *New York Times* publie le témoignage, sur ces événements, d'un ancien garde du corps de Radjavi et de sa seconde épouse, Maryam : « On nous a expliqué que si ces révoltes parvenaient à renverser Saddam Hussein, ce serait la fin de notre mouvement... Maryam Radjavi nous a conseillé de les tuer avec des tanks afin de garder nos balles pour d'autres opérations<sup>2</sup>. »

### *Des manipulateurs hors pair*

Il existe des « États voyous » mais aussi des mouvements dits « révolutionnaires » qui le sont tout autant : les FARC en Colombie et le MEK entrent dans cette catégorie.

Massoud Radjavi et sa seconde épouse, Maryam, règnent sur leur mouvement en despotes : les membres ne sont pas autorisés à lire d'autres lectures que celles du MEK, vivent en commun, sont astreints au célibat, doivent renoncer à la sexualité et participent à des séances régulières d'autocritique.

En 1985, au terme de leur mariage qui doit marquer, selon eux, le coup d'envoi d'une « Révolution idéologique permanente », les Radjavi contraignent les quelques couples mariés à divorcer pour mieux se consacrer physiquement et mentalement au culte de la personnalité qu'ils ont créé.

Manipulateurs hors pair, ils ont totalement réussi, à l'extérieur, à occulter ce comportement de chefs de secte

---

1. Michael Rubin, *op. cit.*

2. Elaine Scolino, « La face cachée des moudjahidin », *New York Times / Courrier International*, 10 juillet 2003.

et leur passé terroriste, et compris à quel point les démocraties sont naïves et dépourvues de mémoire. Alors, ils font le siège des Parlements européens, obtiennent en 1986 que 3 000 parlementaires, notamment en France, signent une pétition en leur faveur ; opération rééditée en 1992 aux États-Unis où 1 500 membres et collaborateurs du Congrès apportent, dans une déclaration conjointe, « leur soutien au Conseil national de la résistance [l'aile politique du MEK] en tant qu'alternative démocratique au régime de Khomeiny ». Ils envoient des délégations auprès du parti travailliste britannique, des partis communistes italien et grec, gagnent la bienveillance de nombreuses organisations des droits de l'homme et d'universitaires réputés. Tous ces gens semblent avoir oublié que « l'ennemi d'un adversaire » n'est pas nécessairement un ami. Michael Rubin, spécialiste de l'Iran à l'American Enterprise Institute, proche pourtant des néo-conservateurs, témoigne d'une véritable aversion pour le mouvement : « À travers les États-Unis, écrit-il, les membres du MEK confient aux membres du Congrès, à leurs équipes et à d'autres responsables politiques ce qu'ils veulent entendre : le MEK est le seul mouvement d'opposition capable d'évincer la République islamique, impopulaire et répressive. Ils sont habiles. Les membres du Congrès et les commentateurs politiques reçoivent à Noël des paniers remplis de noisettes et autres douceurs. Habillés avec soin, parlant avec recherche, leurs représentants approchent les écrivains, politiciens et experts critiques envers le régime iranien<sup>1</sup>. »

---

1. Michael Rubin, *op. cit.*



### *Quatre points non négociables*

Téhéran ne cesse de réclamer à Paris l'extradition des dirigeants des moudjahidin et l'interdiction de leurs activités sur le sol français. Selon une étude sur les relations entre la France et l'Iran, publiée en 2006 : « Pour voir ses exigences prises en considération, l'Iran a choisi de mettre la pression sur la France pour que celle-ci accepte d'expulser le chef des moudjahidin et de régler le contentieux sur Eurodif (le partenariat franco-iranien sur le nucléaire civil)<sup>1</sup>. » Dans cette perspective, des prises d'otages au Liban et plusieurs attentats seront organisés par l'Iran. « Au début du mois de décembre 1985, écrit Dominique Lorentz, les Iraniens réveillèrent donc le président Mitterrand par un double attentat. Le 7 décembre, deux bombes explosent simultanément aux Galeries Lafayette et au Printemps<sup>2</sup>. »

Roland Dumas, rencontré à son domicile parisien de l'île Saint-Louis, me parle d'abord de sa première visite en Iran : « C'était en 1951, je travaillais alors pour un petit journal et j'avais un problème de peau qui m'avait conduit à laisser pousser ma barbe. Mossadegh, alors au pouvoir, m'avait pris en sympathie. » La parenthèse nostalgique refermée, il évoque les quatre points non négociables avancés en 1986 par François Mitterrand, sur lesquels il était hors de question d'engager des pourparlers avec l'Iran : « Refus de verser une rançon pour les otages détenus, de remettre en question les contrats d'armement passés avec l'Irak ou de livrer des armes à l'Iran. Enfin, hors de question d'expulser des réfugiés politiques

---

1. *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, Cemoti, n° 41, janvier-juin 2006.

2. Dominique Lorentz, *Secret atomique*, Les Arènes, 2002.



iraniens, comme Massoud Radjavi ou l'ancien président Bani Sadr<sup>1</sup>. »

### *La reine des abeilles*

Pourtant, quelques mois plus tard, Massoud Radjavi sera expulsé vers l'Irak par Jacques Chirac, qui vient d'arriver à la tête d'un gouvernement de cohabitation. Les Iraniens se réjouissent, à tort, d'une telle décision. Radjavi devient l'allié de leurs pires ennemis et sera l'exécuteur des basses œuvres de Saddam. Les 7 000 à 8 000 hommes, lourdement armés, dont il dispose en territoire irakien assurent la répression interne au profit du régime baasiste, mais sont également infiltrés en Iran pour commettre des attentats, des opérations de sabotage ou des assassinats ciblés.

En 1987, le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, annonce l'expulsion d'opposants iraniens, en majorité des moudjahidin. La décision provoque une levée de boucliers. Le Haut-Commissariat pour les réfugiés s'inquiète, la Ligue des droits de l'homme proteste. Jack Lang s'exclame : « Honte à Pasqua. Honte au gouvernement Chirac qui, par ce geste indigne, renie le droit d'asile et pactise avec la dictature de Khomeiny. » Lionel Jospin souligne l'« expulsion brutale ». La réponse de Charles Pasqua est à la fois ironique et précise : « C'est votre droit... de vous déclarer solidaires des Moudjahidin du peuple qui, aujourd'hui, combattent le régime de Khomeiny comme ils l'ont aidé hier à prendre le pouvoir. Vous aurez du mal à les présenter comme des démocrates authentiques et on peut imaginer quel régime s'instaurerait en Iran s'il prenaient le pouvoir. » Seul bémol à cette mise au point

---

1. Entretien avec l'auteur, juin 2007



en juillet 1985, Charles Pasqua a signé un texte de soutien aux moudjahidin...

Le mouvement, qui a pourtant si peu de goût pour la démocratie, va orchestrer une grande campagne de protestation à travers l'Europe et les États-Unis, avec l'aide de la presse qui témoigne en cette occasion d'un singulier aveuglement. Des pressions payantes. Paris accepte le retour de sept des expulsés.

Le 17 juin 2003, 1 300 policiers encerclent puis donnent l'assaut au quartier général de l'organisation à Auvers-sur-Oise. Cent soixante-cinq membres et responsables sont arrêtés, dont la présidente, Maryam Radjavi. En geste de protestation, dix moudjahidin s'immolent par le feu ; deux succombent à leurs blessures. Maryam Radjavi, tailleur Chanel, foulard en permanence autour du cou, est libérée.

Selon une analyse des *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, « cette opération sans précédent peut marquer une phase nouvelle dans les relations irano-européennes caractérisées, d'une part, par la pression qu'exerce l'Europe sur l'Iran au sujet de son programme nucléaire, pour ne pas donner de prétexte à l'Amérique qui envisage un changement de régime en Iran si ce dernier refuse de collaborer avec l'AIEA ; d'autre part, l'Union européenne, dans la continuité de ses approches précédentes au sujet de l'Iran, qui consistent à soutenir les "réformistes", veut écarter les options qui peuvent contribuer à la déstabilisation de la scène politique en Iran. Dans cette perspective, étant donné que les Moudjahidin du peuple, en tant qu'organisation bien structurée, peuvent jouer un rôle dans la déstabilisation de la République islamique, la France a procédé à cette opération pour limiter l'action de cette organisation sur



le sol français [...]. Quant à la justification de cette opération par le gouvernement français, elle fut exprimée par le ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy : "Les moudjahidin voulaient faire de la France leur base arrière, nous ne pouvions l'accepter"<sup>1</sup> ».

L'explication est un peu courte. Depuis de longues années, le mouvement utilise la France comme base arrière. Et, à Auvers-sur-Oise, derrière les hauts murs et les miradors qui protègent son quartier général, Maryam Rajavi continue de régner sur l'organisation comme une reine des abeilles sur son royaume. 2003 est une excellente année pour le MEK. La chute de Saddam va lui fournir un autre protecteur : les États-Unis.

---

1. *Cemoti*, janvier-juin 2006, art. cité.

En mars 2003, les troupes américaines encerclent le camp Ashraf, la principale base militaire des moudjahidin sur le sol irakien, située à l'ouest de la frontière iranienne et à cent kilomètres au nord de Bagdad. Elle abrite 3 850 hommes, du matériel lourd, chars et artillerie. L'armement est confisqué, les soldats restent détenus dans le camp.

Téhéran transmet un message à la Maison Blanche, par l'intermédiaire de Zarif, son ambassadeur aux Nations unies, qui fut au cœur des pourparlers précédents. L'Iran propose d'échanger les responsables d'al-Qaida, qu'il détient depuis l'après-11 Septembre, contre les 3 850 hommes du MEK. « Vos terroristes contre les nôtres », mentionne Zarif.

La proposition fait à la mi-mars l'objet d'une réunion entre Bush et ses principaux conseillers. Cheney, comme toujours, est assis à la droite du Président, dans la Situation Room. Cette salle de conférences, spécialement aménagée, est située dans les sous-sols de la Maison Blanche. Plusieurs pièces l'entourent, sur les murs desquelles sont accrochées de vastes cartes représentant les différentes régions du monde. Les informations transmises chaque matin à la Maison Blanche par les services secrets sont reproduites sur ces cartes. La Situation Room est également pourvue d'un équipement informatique extraordi-



nairement sophistiqué qui permet aux responsables présents dans la pièce d'être reliés en un instant avec n'importe quel point du globe.

Bush, qui a fait de la lutte contre le terrorisme et de l'élimination d'al-Qaida la priorité de son administration, devrait accueillir avec satisfaction cette proposition : les responsables aux mains de Téhéran peuvent fournir des renseignements précieux sur l'organisation et ses objectifs, et permettre d'éviter d'éventuels attentats. Pourtant, il choisit de refuser l'échange, une décision que Cheney résume en déclarant : « Nous devons préserver toutes nos options. »

### *« Ce groupe aime les États-Unis »*

Pour Washington, le MEK n'est pas seulement une « option », il est déjà une réalité ; il possède un bureau dans le bâtiment du très officiel National Press Building, haut lieu de rencontre de toute la presse dans la capitale fédérale américaine.

Le 8 avril 2003, Ileana Ros-Lehtinen, républicaine de Floride, présidente de la sous-commission aux relations internationales consacrée au Proche-Orient et à l'Asie centrale, déclare à propos des moudjahidin : « Ce groupe aime les États-Unis. Ils nous aident dans la guerre contre le terrorisme. Ils sont proaméricains. Ce groupe ne nous a jamais combattus. C'est simplement faux<sup>1</sup>. »

À Washington, de nombreuses fées se sont penchées sur le nouveau berceau du MEK : des membres du Congrès, républicains et démocrates confondus, mais aussi des responsables du Pentagone, essentiellement

---

1. *The Hill*, 8 avril 2003. <http://www.hillnews.com/news/040803/roslehtinen.aspx>

Paul Wolfowitz et Douglas Feith qui voient dans cette organisation l'instrument idéal pour la politique qu'ils souhaitent mener contre l'Iran. Le groupuscule islamo-gauchiste offre un autre atout : il paraît crédible. Son porte-parole à Washington, Jafarzadeh, qui prendra ses distances à la fin de 2003, est l'homme qui a fourni les révélations sur le programme nucléaire iranien.

Le 10 mai 2003, le général Ray Odierno, commandant de la 4<sup>e</sup> division d'infanterie stationnée en Irak, déclare : « Je voudrais dire que toute organisation qui remet son équipement aux forces de la Coalition coopère avec nous, et je crois que ceci devrait conduire à réexaminer s'ils sont toujours une organisation terroriste ou non. » Une déclaration bien peu réfléchie, qui révèle l'état d'esprit de plusieurs responsables militaires.

Michael Ledeen a beau dire : « Je ne suis pas homme à approcher à moins de trois cents kilomètres du MEK, ces gens ne sont pas soutenus, ils n'ont aucune légitimité », il sait parfaitement que c'est faux. Les moudjahidin sont choyés, courtisés et Washington est devenu politiquement pour eux un véritable cocon.

### *Un groupe terroriste n'est pas nécessairement illégal*

Juste après la réélection de George W. Bush, le vice-président Cheney déclare le 20 janvier 2005 sur CBS : « Si vous dressez une liste des zones potentielles à problèmes, l'Iran arrive juste en tête. » À la même époque, il demande au directeur de la CIA de réfléchir au moyen d'intégrer les forces des moudjahidin à l'agence de renseignements, pour des opérations de sabotages et d'assassinats menées à l'intérieur de l'Iran.

Maryam Rajjavi et son mouvement, qui ont assassiné dans le passé plusieurs Américains et servi de supplétifs



à Saddam, sont devenus une arme aux mains des faucons qui entourent le président américain. Seul obstacle de taille à une coopération ouverte entre le MEK et l'administration américaine : l'organisation figure depuis 1997 sur la liste des organisations terroristes dressée par le Département d'État. Un classement qui curieusement ne lui interdit pas d'avoir un bureau et des activités dans la capitale américaine. John Ashcroft, ministre ultraconservateur de la Justice, soutient activement le mouvement et un de ses collaborateurs explique cette ambiguïté juridique en déclarant : « Le simple fait qu'un groupe soit désigné comme une organisation terroriste étrangère ne le rend pas nécessairement illégal<sup>1</sup>. » Un ange passe. L'organisation est également inscrite sur les registres du ministère de la Justice, en tant que... lobbyiste, une activité où elle excelle.

En janvier 2005, un ancien collaborateur de Ronald Reagan, Raymond Tanter, crée l'Iran Policy Committee, composé d'« anciens officiels de la Maison Blanche, du Département d'État, du Pentagone, des agences de renseignements, des centres de recherches et universités ». Et, omet-il de préciser, de plusieurs représentants importants des industries d'armement. Pour les membres de l'IPC, « l'Iran constitue la principale menace contre les États-Unis et leurs alliés ». Depuis sa création, l'Iran Policy Committee fait pression sur l'Administration pour qu'elle retire le MEK de la liste des groupes terroristes<sup>2</sup> et que

---

1. « Iran's Terrorist Group Final Support on Hill », *The Hill*, 2 avril 2003.

Ashcroft Bagdad connection, Michael Isikoff, *Newsweek*, 26 septembre 2002.

2. Michael Moran, « Can Terrorists be Turned into Allies ? » MSNBC.com, 9 mai 2005.

« ces combattants de la liberté (*sic*) soient au cœur de la stratégie suivie pour provoquer un changement de régime en Iran ». Au cours d'une conférence de presse tenue le 21 novembre 2005, Tanter déclare : « Une des options militaires est le Robust Nuclear Earth Penetrator [une bombe nucléaire tactique de grosse taille] qui peut avoir la capacité de détruire efficacement des cibles profondément enfouies. Ces bombes peuvent détruire des tunnels et autres installations souterraines. » Après cette entrée en matière radicale, il ajoute : « La communauté internationale devrait réaliser qu'il n'existe qu'un seul groupe qui fasse peur au régime de Téhéran : les Moudjahidin du peuple et le Conseil national de la résistance iranien, la coalition politique à laquelle appartient le MEK [...]. Ce ne sont pas seulement les meilleures sources de renseignements sur les violations potentielles par l'Iran des règles de non-prolifération ; ce sont aussi de possibles alliés de l'Occident qui apporteront un changement de régime à Téhéran<sup>1</sup>. »

### *Le « choc croissant des civilisations »*

La démarche de Tanter est appuyée par Tom Tancredo, représentant du Colorado à la Chambre des représentants. L'homme s'est taillé une réputation en prônant la déportation massive des travailleurs clandestins présents sur le sol des États-Unis, la construction de murs le long des frontières du pays, et la nécessité pour les États-Unis de s'engager dans le « choc croissant des civilisations ». « Je crois, dit-il, que nous ne combattons pas seulement un petit groupe qui a pris en otage une religion, mais une

---

1. Raymond Tanter, « Press Briefing », National Press Club, Washington, 21 novembre 2005.



civilisation résolue à nous détruire : l'islam radical. L'islam radical est l'ennemi de la chrétienté depuis des siècles<sup>1</sup>. » Il a créé, également en 2005, le « Rassemblement pour la démocratie et la Ligue des droits de l'homme en Iran ». Il décrit Maryam Radjavi comme « très charismatique ; elle croit en les droits de la femme, elle croit à la démocratie en Iran. Je soutiens ses efforts. Je comprends que les États-Unis les qualifient d'organisation terroriste, mais vous devez comprendre qu'ils ont été considérés comme tels après que l'administration Clinton a cherché à aboutir à une détente avec l'Iran, avec les mollahs ; ceux-ci ont formulé une seule exigence : que les moudjahidin soient placés sur la liste des organisations terroristes, ce qui a été fait pour des raisons politiques, et nullement parce qu'ils constituent une menace pour les États-Unis<sup>2</sup> ».

### « *Merci, sœur Maryam* »

Au début de mai 2005, le MEK organise une grande manifestation à Washington, au Constitution Hall, pour obtenir d'être reconnu comme le représentant légitime de la résistance. Plusieurs membres du Congrès sont présents. Plusieurs orateurs prennent la parole, dont le capitaine Vivian Gembara de la 4<sup>e</sup> division d'infanterie, une juriste qui a négocié le désarmement des moudjahidin en Irak. Elle est la fille d'un officier des Forces spéciales qui fut une véritable légende durant la guerre du Viêt-nam : « C'est tout simplement imprudent, déclare-t-elle, de continuer à exclure le MEK, alors que nous devons

---

1. Tom Tancredo, « Christian Crusades, Cultural Nationalist and Iran Freedom Fighter », *International Relations Center*, 24 mai 2006.

2. *Ibid.*

faire face à une menace effrayante et beaucoup plus importante en Iran. »

Le 20 octobre 2005, Maryam Radjavi prend la parole au cœur même du Congrès des États-Unis. La présidente autoproclamée de l'Iran s'exprime au Capitole par vidéo, en direct d'Auvers-sur-Oise. Cette femme de 51 ans accueille avec un sourire humble les applaudissements nourris qui ponctuent son apparition. Au terme de son intervention, la représentante démocrate du Texas, Sheila Jackson, lance avec émotion : « Merci, sœur Maryam<sup>1</sup>. »

La posture du « combattant de la liberté » est un créneau efficace en termes d'image... En leur temps, Jonas Savimbi en Angola et Massoud en Afghanistan l'ont pratiquée avec succès, obtenant aide financière et armement.

Maryam Radjavi promet exactement ce que ses sympathisants souhaitent entendre. En janvier 2005, elle s'engage à organiser des « élections libres et honnêtes dans les six mois qui suivent le changement de régime, à élire une assemblée constituante, à remettre le soin de diriger les affaires aux représentants élus par le peuple ». Une déclaration admirable que contredit pourtant le rapport publié au même moment par l'organisation des droits de l'homme, « Human Rights Watch ». Vingt-huit pages accablantes qui portent en titre : « No Exit : Human Rights abuser inside the MEK Camp<sup>2</sup> ». Selon Joe Storck, le directeur à Washington de la division Moyen-Orient de l'organisation : « Le gouvernement iranien détient un record épouvantable en matière de droits de l'homme, mais ce serait une énorme erreur de soutenir un groupe d'opposition qui est responsable d'abus pour ce qui touche aux droits de l'homme. »

---

1. Michael Rubin, *op. cit.*

2. « Human Rights Watch », rapport de mai 2005, New York.



Le rapport repose sur les témoignages de douze anciens moudjahidin, recueillis entre février et mai 2005. Ils évoquent l'usage de la torture, les mauvais traitements et la mise en détention solitaire après qu'ils ont critiqué les méthodes non démocratiques du mouvement et manifesté leur souhait de le quitter. Deux d'entre eux déclarent avoir été les témoins de la mort de deux prisonniers au cours des interrogatoires. Le MEK, révèlent-ils, a installé dans ses camps irakiens des prisons spéciales où sont détenus les dissidents. Un des témoins déclare avoir été emprisonné huit ans et demi dans ces conditions, un autre cinq ans. Quatre autres, accusés d'opinions déviantes, affirment avoir été sévèrement torturés et contraints à signer de fausses confessions où ils reconnaissaient entretenir des liens avec des agents des services de renseignements iraniens. Trois anciens moudjahidin ont assisté à la mort de Parviz Ahmadi, le commandant d'une unité, décédé en février 1995 après avoir été violemment frappé. Sa mort ne sera annoncée que trois ans plus tard, dans le journal de l'organisation, *Mojahed*, qui le qualifie de « martyr » assassiné par les services iraniens.

Tous les témoignages, enfin, expriment la même évidence : les Moudjahidin du peuple ne sont pas un mouvement politique mais une secte vouée au culte de la personnalité du couple dirigeant.

Le rapport, à peine mentionné dans la presse, passe pratiquement inaperçu. Il faut dire qu'il règne alors à Washington un climat aussi outrancier que celui qui prévalait en 2002-2003 durant les préparatifs militaires contre l'Irak.

« *La CIA attire trop la foudre* »

À l'automne 2004, alors qu'il fait campagne pour sa réélection, arrachée de justesse, George W. Bush déclare à la chaîne d'information Fox News, qui lui fournit un soutien complaisant : « L'Iran ne sera jamais autorisé à posséder l'arme nucléaire<sup>1</sup>. » En février 2005, dans son discours solennel sur l'état de l'Union qui exprime les grandes orientations politiques, il revient longuement sur l'Iran qui « demeure aujourd'hui le principal État au monde finançant le terrorisme, poursuivant un programme de développement d'armes nucléaires, tout en privant son peuple de liberté<sup>2</sup> [...] ». Peu auparavant, le 6 janvier, l'Iran Freedom Support Act, destiné à soutenir une transition vers la démocratie en Iran, est introduit à la Chambre des représentants. Il sera adopté un mois plus tard par le Sénat. Il permet le financement des groupes d'opposition. Au premier rang desquels le MEK, le seul à posséder une structure opérationnelle.

En coulisses, les Moudjahidin du peuple sont une source d'affrontements entre le Département d'État et le Pentagone. Un témoin de ce bras de fer résume la situation : « Les militaires les considèrent comme des potes et les diplomates comme des terroristes<sup>3</sup>. » Condi Rice reproche à Rumsfeld d'utiliser secrètement les moudjahidin pour des opérations clandestines. Les informations de la secrétaire d'État sont exactes. Ils sont devenus les « Contras iraniens », utilisés dans la plus totale illégalité par le Pentagone et la DIA, les services secrets militaires, pour des activités de guérilla à l'intérieur de l'Iran. La

- 
1. Entretien avec Bill O'Reilly, 28 septembre 2004.
  2. « State of the Union Speech », 3 février 2005.
  3. Propos recueillis par l'auteur, avril 2007.



CIA est tenue totalement à l'écart. « Parce qu'elle attire trop la foudre, me déclare un de ses responsables, c'est-à-dire la curiosité et la méfiance du Congrès<sup>1</sup>. »

*« Notre politique n'a pas changé »*

Il n'existe aucune directive présidentielle autorisant de telles opérations. Ce qui permet, en théorie, de court-circuiter d'éventuelles enquêtes menées par le Sénat et la Chambre des représentants. Des camps, contrôlés par les Forces spéciales et installés dans les zones arides qui bordent la frontière iranienne, servent à l'encadrement et à la formation des moudjahidin pour des opérations de sabotages et d'assassinats à l'intérieur de l'Iran.

Un seul homme a la haute main sur toutes ces opérations clandestines : le sous-secrétaire à la Défense chargé du renseignement, Stephen Cambone, un néoconservateur que beaucoup considèrent comme le véritable bras droit de Rumsfeld. Un homme « de l'ombre », selon un de ses collaborateurs, littéralement fasciné par le potentiel que représente le MEK : en termes de renseignements sur le programme nucléaire iranien, mais aussi parce qu'il est le seul à pouvoir mener des actions terroristes capables d'inquiéter les dirigeants de Téhéran. Cambone a également négocié avec les responsables pakistanais et obtenu le feu vert du président Mucharraf pour que les moudjahidin puissent opérer depuis la province du Baluchistan.

Interrogé par un journaliste au cours du point de presse quotidien, le porte-parole de la Maison Blanche, Scott McClellan, nie toute implication de l'Administration.

« — De nombreux rapports, demande un journaliste,

---

1. Propos recueillis par l'auteur, mars 2007.

révèlent des opérations de basse intensité menées à l'intérieur de l'Iran, à partir de trois zones différentes. Le PKK [mouvement indépendantiste kurde] sur la frontière de l'Irak, le MEK à la frontière sud de l'Irak et également certaines opérations provenant du Baluchistan. Les États-Unis ont-ils une politique ? Il existe aussi des rapports dont je sais que vous ne les commenterez pas, sur de possibles opérations menées par des Forces spéciales en Iran.

« — Nos politiques à l'égard de ces organisations n'ont pas changé, réplique le porte-parole de la Maison Blanche [...]. Nous les considérons toujours comme des organisations terroristes.

« — Et nous n'aurions jamais coopéré avec eux, en termes de... ?

« — Notre politique n'a pas changé », coupe McClellan<sup>1</sup>.

Auvers-sur-Oise, avril 2007. L'homme qui nous rejoint dans le jardin de cette propriété, située à deux cents mètres de la place de la Mairie, est un proche collaborateur de Maryam Radjavi... La quarantaine, fine moustache, lunettes imposantes, il oppose à mes questions les mêmes dénégations que le porte-parole de la Maison Blanche : « Nous n'avons aucun contact avec les États-Unis et nous ne menons pas, avec leur aide, d'opérations à l'intérieur de l'Iran. » Il affiche le même sourire contrit à chaque nouvelle interrogation. « Non, nous ne recevons aucune assistance financière de Washington. » Une opération militaire américaine en Iran ? Ses doigts effleurent l'anse de la tasse de café posée devant lui : « Notre position est très claire : nous sommes contre toute intervention étrangère, je dis bien toute<sup>2</sup>... »

---

1. Maison Blanche, conférence de presse, 3 mai 2006.

2. Propos recueillis par l'auteur, avril 2007.